

# La démocratie est une tyrannie de la majorité



Bien sûr, c'est une parole assez audacieuse, et l'on peut dire que la démocratie est, malgré ses nombreux défauts, au moins préférable aux tyrannies totalitaires. Bien que l'on puisse soutenir que cela est exact, l'évaluation de tous les systèmes existants, ainsi que de la démocratie, aurait pour conséquence, comme on le démontrera, qu'elle soit mal classée parmi les autres. Alors que mon argumentaire se concentrerait sur les incohérences inhérentes à la démocratie et sur la manière dont elle échoue systématiquement à atteindre ses objectifs, le présent discours traite de la manière dont la démocratie, dans son état idéal et dans sa réalité, a des moyens indésirables pour atteindre son but. Pour commencer, la démocratie est une tyrannie de la majorité, une règle du nombre. Un bloc de votes suffisamment important en quantité a le potentiel d'affirmer son pouvoir sur la volonté de ceux qui restent en minorité.

Mais la vertu réside-t-elle dans le nombre, le contenu de la morale est-il déterminé par les cris et la colère ? Il a été

démontré précédemment que cela résulte du principe fallacieux du consentement des gouvernés. Il semble que dans la vision démocratique, la voix de la majorité détermine une vérité sociopolitique ou morale impermanente. À notre époque, la démocratie est tellement imbriquée dans le libéralisme qu'elle est inextricable et, en tant que telle, on peut supposer que les libéraux protesteraient contre une majorité dont la volonté se situerait en dehors de ce qui est considéré comme tolérable dans la tradition libérale. Ce furent une majorité antisémite dans la République de Weimar, et une majorité bolchevique totalitaire en Russie. Mais la démocratie en soi, isolée de ses éléments libéraux, semble suggérer que même dans ces cas, la majorité aurait le dessus. Cela suggère que la démocratie a une épistémologie relativiste concernant la vérité sociale, qu'elle postule l'inexistence de toutes sortes d'objectivité concernant la politique, qu'elle est fondamentalement utilitaire et cherche à maximiser le bonheur du plus grand nombre.

Ici, la démocratie apparaît comme un système utilitaro-hédoniste. L'un des problèmes de cette vision est qu'elle sape complètement les devoirs et les fonctions de l'État, au lieu d'un principe abstrait de bonheur maximum formulé vaguement. L'État a le devoir d'organiser l'action et la gestion collectives, de sauvegarder sa population autochtone et d'assurer son existence, de maintenir l'intégrité et l'unité du peuple, de protéger les coutumes et les traditions, de faire respecter la loi et l'ordre, de guider l'individu vers le salut, et cela continue... Parmi celles-ci, assurer la survie de sa population indigène est la plus primordiale et peut-être, comme le suggèrent certains anthropologues, la seule raison pour laquelle elle a commencé à exister. La vision utilitaire ne se préoccupe absolument pas de ce devoir et tolérerait même les abus les plus odieux de l'État dans sa fonction de parc d'attractions géant conçu pour maximiser le bonheur. L'utilitarisme libéral est un totalitarisme moral.

La démocratie perd encore plus son intégrité. Si le devoir de l'État est de maximiser le bonheur, et puisque le bonheur est, le plus souvent, un paramètre objectif situé dans le cerveau, une utopie démocratique serait une société dans laquelle la perception de la population est déformée pour la faire vivre dans des utopies cloîtrées. Considérons un instant que la démocratie restera démocratique contre ce mécanisme utilitaire qu'elle semble avoir. Si, à ce stade, elle maintient encore que cette relation consensuelle entre l'État et sa population constituante est fondée sur la maximisation du bonheur, la porte serait ouverte aux particularismes non nationaux. Si la démocratie ne connaît pas de limites à son caractère national et ignore les principes fondamentaux du nationalisme en déshonorant la sécurité de la population autochtone, alors il n'y a aucune raison concevable de ne pas appliquer le séparatisme entre les blocs de vote de la majorité et de la minorité, afin que tous deux puissent se satisfaire d'un gouvernement propre.

Et comme le bonheur est conçu en démocratie comme étant le fait d'avoir la main du fouet en ce qui concerne les décisions, cela initierait une pente glissante non fallacieuse qui finirait par aboutir à un anarchisme égoïste où chaque individu a la main du fouet. Alors que l'anarchisme est une impossibilité indésirable et brutale qui mérite d'être brutalement réprimée, il est l'hypothétique cause finale de la démocratie. Mais ce ne sont que les déraillements apparents des principes démocratiques qui révèlent des contradictions indésirables pour la démocratie. Un problème de la doctrine de la « règle des nombres » en soi est dû à son affirmation selon laquelle la quantité prime sur la qualité. Pourquoi ceux qui sont jugés qualifiables par la majorité devraient-ils l'emporter sur ceux qui ont une qualité réelle ?

La réponse est claire : ils ne devraient pas. La célèbre métaphore du navire de Platon a été mentionnée précédemment. Un peuple donné n'est jamais aussi habile en politique que les

rois-philosophes, ou dans notre contexte moderne, les bureaucrates, les politologues et, encore une fois, les philosophes. Ainsi, puisque le fait qu'une forme de gouvernement soit bonne ou mauvaise est fondé sur la qualité de la gouvernance, certains esprits avisés seraient d'accord à ce stade. Pourtant, leur argument porterait désormais sur l'impossibilité de déterminer ceux qui sont compétents en matière de gouvernance, ou sur la subjectivité apparemment inévitable d'un paramètre de compétence en matière de gouvernance. Ce sont des affirmations particulièrement naïves car les technocraties, et du moins l'idée de méritocratie, sont très répandues, en particulier dans les organisations internationales (Commission européenne par exemple). Même certains partisans libéraux des idéaux démocratiques ont vu d'un bon œil les concepts méritocratiques. À l'aide d'un certain particularisme épistémologique, on pourrait soutenir que toutes les idéologies ou philosophies ne sont pas métaphysiquement égales. On pourrait, par exemple, affirmer, avec justesse, à l'aide de certains axiomes moraux de base tels la survie d'un groupe, que le tribalisme est un principe directeur plus habile que l'individualisme, pour parvenir à une telle fin.

Il est certes très controversé d'affirmer qu'il ne peut y avoir qu'une seule position politique objective, avec l'axiomatisation de certaines des inclinations les plus fondamentales et inévitables des aspects sociopolitiques de la condition humaine, le continuum des idées politiques pourrait être objectivement réduit et les utopies pourraient être traitées. Les démocrates peuvent encore mordre la poussière et prétendre que leur but n'est pas la bonne gouvernance, mais une gouvernance du peuple par le peuple. J'ai démontré que le consentement du peuple est une illusion totale dans une démocratie, non pas que les démocrates aient jamais clarifié comment le consentement a une quelconque valeur méta-éthique. On peut supposer qu'ils affirment que c'est la seule façon de déterminer ce qui est bon pour la population, en le mesurant

par le biais de la volonté générale. Même à ce stade, un contre-argument paternaliste pourrait affirmer qu'un conseil ou un dirigeant bienveillant pourrait, en limitant le droit de vote apparemment naturel, atteindre un plus grand bien pour le peuple, car il est au-dessus et responsable de l'ensemble de la population, et en tant que tel, dépourvu de préoccupations personnelles ou individualistes prévalant parmi les individus et les couches. La charge de la preuve concernant la légitimité de l'attribution de la bonté méta-éthique à une volonté générale vaguement conceptualisée. En d'autres termes, pourquoi ce qui est meilleur pour le peuple devrait-il être le plus grand bien de l'État ?

Tout non-matérialiste, qu'il soit religieux, spirituel ou irréligieux, reconnaît l'existence d'idéaux plus élevés. Quiconque possède un système moral solide qui ne recoupe pas ce point de vue démocratique reconnaît des biens plus élevés. Tout émotiviste prétendrait qu'un tel principe ne serait attribué à la bonté que s'il correspond à ses émotions contingentes.

Jusqu'à présent, une raison de cette hypothèse méta-éthique de la démocratie n'a pas été prouvée. Pour les besoins de l'argumentation, il faudrait supposer que cette proposition est vraie. Le droit d'une population à élire ses gouvernants par le vote exige-t-il que son bien soit effectivement en place, ou que ses exigences soient satisfaites ?

Avec le manque de responsabilité et le mécontentement, et le taux d'approbation au plus bas niveau, qui sévissent à notre époque, il semblerait que la réponse soit un « non » catégorique. Dans un État idéal, une population donnée peut-elle dépeindre avec précision les conséquences à long terme de ses choix ? Par exemple, une guerre s'abat sur un gouvernement fondé sur le principe de servir les demandes de la population. Nous avons alors besoin d'une mobilisation, d'une augmentation des taxes pour aider le complexe militaro-industriel et la conscription de masse. Si le peuple exige que de telles

mesures ne soient pas prises, il ignorerait les conséquences futures de son choix, qui est l'assujettissement et l'esclavage. Les masses sont largement dépourvues de prévoyance et sont poussées à l'illusion et à l'appréhension collective. Tout un chacun est capable de mesurer avec précision à quel point les masses sont dépourvues d'intellect – voilà qui semble être la partie émergée de l'iceberg. La démagogie et la propagande sont des sources de stimulation et des facilitateurs d'impulsion dans la psychologie des masses. Une population peut très bien être convaincue de prendre ces mesures par le biais de campagnes massives et de propagande, voire de n'importe quoi, aussi moralement répréhensible cela soit-il, y compris pour la sensibilité individuelle, fondue dans le collectif indifférencié.

**Hassan Ejaabi**